

**Point de presse de la porte-parole -  
Déclaration de M. Jean-Yves Le  
Drian - Armes chimiques -  
Conférence des Etats parties à la  
convention pour l'interdiction des  
armes chimique/Union européenne -  
Participation de Mme Nathalie  
Loiseau au conseil affaires  
générales/Yémen - Réunion  
d'experts sur la situation  
humanitaire au Yémen/Droits de  
l'Homme - Journée internationale  
pour le soutien aux victimes de la  
torture**

(Paris, 26 juin 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a relayé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian - Armes chimiques - Conférence des Etats parties à la convention pour l'interdiction des armes chimiques (26-27 juin 2018)

Je salue la tenue de la quatrième réunion extraordinaire de la conférence des Etats parties à la convention pour l'interdiction des armes chimiques ces 26 et 27 juin 2018 à La Haye.

La France, avec dix autres Etats partenaires, a demandé la tenue de cette réunion.

L'emploi d'une arme chimique à Salisbury au Royaume Uni le 4 mars dernier, puis l'attaque majeure à l'arme chimique intervenue le 7 avril 2018 en Syrie tuant plusieurs douzaines de personnes ont constitué un enchaînement exceptionnel qui nécessitait une réponse exceptionnelle.

Avec mes partenaires, nous avons estimé que ces deux événements, et le contexte global de réémergence des armes chimiques, exigeaient une réponse forte de l'organisation chargée de ce dossier.

La France soutient le projet de décision porté par vingt-deux Etats, soumis au vote des Etats parties réunis ce jour.

Ce texte propose de renforcer les moyens de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et en particulier la mise en place d'un mécanisme d'enquête en son sein chargé de déterminer les responsables de l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

Un tel mécanisme est indispensable pour réaffirmer l'interdiction d'employer ces armes et pour dissuader de leur utilisation.

2 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au conseil affaires générales (Luxembourg, 26 juin 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, est au Luxembourg mardi 26 juin pour participer à la réunion du Conseil (affaires générales).

Les principaux points à l'ordre du jour sont :

- Elargissement et processus de stabilisation et d'association : les ministres feront le point sur le processus d'élargissement après le rapport de progrès présenté par la Commission.

- Préparation du prochain Conseil européen : les ministres examineront le projet de conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin prochains. Les discussions porteront notamment sur la réponse européenne au défi migratoire, mais également sur la sécurité et la défense, sur la politique commerciale, ou encore la croissance, l'innovation et le numérique.

- Etat de droit : conformément à l'article 7 paragraphe 1 du TUE, le Conseil procédera à une audition de la Pologne sur les interrogations que soulèvent les réformes judiciaires engagées par les autorités polonaises.

La ministre participera également à la session du conseil affaires générales en format "article 50". Michel Barnier présentera aux ministres l'état des négociations avec le Royaume-Uni et les ministres seront invités à réagir sur le projet de conclusions du Conseil européen (article 50) du 29 juin. Des progrès significatifs sont indispensables pour permettre un accord sur le retrait du Royaume uni d'ici octobre.

3 - Yémen - Réunion d'experts sur la situation humanitaire au Yémen (Paris, 27 juin 2018)

Le 27 juin prochain, nous accueillerons à Paris une réunion d'experts sur la situation humanitaire au Yémen.

Cette réunion a pour objectif d'examiner la situation humanitaire dans ce pays et d'y trouver des solutions. Elle intervient au moment où des développements importants sur le terrain, en particulier à Hodeïda, nécessitent une réponse internationale et opérationnelle à l'urgence.

Les Nations unies considèrent la crise yéménite comme l'une des plus graves au monde : 8,4 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont certaines pourraient basculer en situation de famine.

Cette réunion d'experts réunira les représentants des Etats et des agences internationales les plus impliqués au Yémen et qui doivent trouver ensemble des solutions à la crise humanitaire.

L'objectif prioritaire est d'identifier les moyens de lever les obstacles liés à l'accès et à la distribution de l'aide, dans les ports, les aéroports, mais aussi à l'intérieur des terres. L'accès au port de Hodeïda, par lequel transite plus de 80% de l'aide humanitaire internationale au Yémen et l'essentiel du fret commercial fera l'objet d'une attention particulière.

Plus largement, cette réunion doit permettre de faire le point sur l'ensemble des besoins humanitaires et sanitaires et d'envisager des actions humanitaires d'urgence, dans la continuité des engagements pris par l'Union européenne le 25 juin, à l'occasion du Conseil affaires étrangères.

Seule une solution politique négociée et inclusive permettra de mettre un terme à la guerre au Yémen et de soulager durablement la situation humanitaire que connaît ce pays. La France rappelle à l'ensemble des parties les impératifs que sont la protection des civils, la sécurité des personnels humanitaires et médicaux, et le libre accès humanitaire. Nous réitérons à cet effet notre soutien aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, M. Martin Griffiths.

Q - Demain se tiendra à Paris une conférence humanitaire sur le Yémen, coprésidée par l'Arabie saoudite. De quel ordre sera l'engagement de la France au Yémen, notamment dans le contexte des affrontements à Hodeïda ? Est-ce qu'elle a prévu d'apporter de l'aide humanitaire à la population ? Quels sont les objectifs politiques de la France ?

R - Nous vous renvoyons à la déclaration de ce jour.

4 - Droits de l'Homme - Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture (26 juin 2018)

A l'occasion de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture le 26 juin, la France réaffirme son engagement à lutter contre cette pratique inacceptable, sous toutes ses formes.

Conformément au droit international, la France rappelle l'interdiction absolue de la torture en toutes circonstances. Elle appelle les Etats qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre la Convention contre la torture ainsi que son Protocole facultatif.

La France agit également pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et pour défendre les victimes de la torture./.